

SPLOS/WP.2
27 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Quatrième réunion
New York, 4-8 mars 1996

PROJET D'ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DU TRIBUNAL
INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Article premier. Emploi des termes	4
Article 2. Personnalité juridique du Tribunal	5
Article 3. Inviolabilité des locaux du Tribunal	5
Article 3 <u>bis</u> . Drapeau et emblème	5
Article 4. Immunité du Tribunal et de ses biens, avoirs et fonds	5
Article 5. Archives	6
Article 6. Cas dans lesquels le Tribunal exerce ses fonctions en dehors du Siège	6
Article 7. Communications	6
Article 8. Exonération d'impôts et de droits de douane et des restrictions à l'importation ou à l'exportation	6
Article 9. Remboursement des droits et/ou taxes	7
Article 10. Régime fiscal	7
Article 11. Levée de toutes restrictions en matière de change	7
Article 12. Membres et membres ad hoc du Tribunal	8
Article 13. Fonctionnaires	9
Article 14. Experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention	10
Article 15. Agents, conseils et avocats	11
Article 16. Témoins, experts et personnes accomplissant des missions	12
Article 17. Respect des lois et règlements	12
Article 18. Levée de l'immunité	12
Article 19. Laissez-passer et visas	13
Article 20. Libre déplacement	13
Article 21. Maintien de la sécurité et de l'ordre public	13

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		<u>Page</u>
Article 22.	Coopération avec les autorités des États parties . . .	14
Article 23.	Règlement des différends	14
Article 24.	Signature	14
Article 25.	Ratification	15
Article 26.	Adhésion	15
Article 27.	Entrée en vigueur	15
Article 28.	Application spéciale	15
Article 29.	Réserves et exceptions	15
Article 30.	Dénonciation	15
Article 31.	Dépositaire	16
Article 32.	Textes faisant foi	16

PROJET D'ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Les États Parties au présent Accord,

Considérant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer prévoit la création du Tribunal international du droit de la mer,

Considérant que le Tribunal doit jouir, sur le territoire de chaque État partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions,

Rappelant que le Statut du Tribunal stipule en son article 10 que, dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent de privilèges et immunités diplomatiques,

Considérant que les personnes participant à la procédure ainsi que les fonctionnaires du tribunal doivent jouir des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions auprès du Tribunal,

Ont convenu de ce qui suit :

Article premier

Emploi des termes

Aux fins du présent Accord :

- a) On entend par "Convention" la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982;
- b) On entend par "Statut" le Statut du Tribunal international du droit de la mer, reproduit dans l'annexe VI de la Convention;
- c) On entend par "États parties" les États parties au présent Accord;
- d) On entend par "Tribunal" le Tribunal international du droit de la mer;
- e) On entend par "membre du Tribunal" les membres élus du Tribunal;
- f) On entend par "membre ad hoc du Tribunal" toute personne choisie conformément à l'article 17 du Statut aux fins d'une affaire déterminée;
- g) On entend par "fonctionnaires du Tribunal" le Greffier et autres membres du personnel du Greffe;
- h) On entend par "Convention de Vienne" la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

Article 2

Personnalité juridique du Tribunal

Le Tribunal possède la personnalité juridique. Il a la capacité :

- a) De contracter;
- b) D'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers;
- c) D'ester en justice.

Article 3

Inviolabilité des locaux du Tribunal

Les locaux du Tribunal sont inviolables, sous réserve de conditions raisonnables établies d'un commun accord avec l'État partie concerné.

Article 3 bis

Drapeau et emblème

Le Tribunal a le droit d'arborer son drapeau et son emblème dans les locaux et sur les véhicules affectés à son usage officiel.

Article 4

Immunité du Tribunal et de ses biens, avoirs et fonds

1. Le Tribunal jouit de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf dans la mesure où il y renonce expressément dans un cas particulier. Il est toutefois entendu qu'une renonciation à l'immunité ne saurait s'appliquer à des mesures d'exécution.
2. Les biens, avoirs et fonds du Tribunal, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, saisie, expropriation et de toute autre forme de contrainte procédant d'une mesure des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.
3. Les biens et avoirs du Tribunal sont exempts de toute restriction, réglementation, régulation et de tout moratoire de quelque nature que ce soit dans la mesure nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions.
4. L'immunité visée au présent article ne joue pas dans le cas d'une action en réparation des dommages résultant d'un accident touchant un véhicule pour lequel la responsabilité du Tribunal pourrait être engagée. Conformément aux lois et règlements de l'État concerné, le Tribunal est tenu de souscrire une assurance aux tiers pour les véhicules dont il est propriétaire ou qui sont utilisés pour son compte.

Article 5

Archives

Les archives et documents du Tribunal sont inviolables en toute circonstance où qu'ils se trouvent. L'État partie concerné est informé de l'emplacement desdites archives.

Article 6

Cas dans lesquels le Tribunal exerce ses fonctions
en dehors du siège

Lorsque le Tribunal doit siéger et exercer ses fonctions en dehors du siège, il peut conclure avec l'État concerné un accord en vue de la fourniture des installations qui lui permettront de s'acquitter de ses fonctions.

Article 7

Communications

1. Aux fins de ses communications officielles, le Tribunal bénéficie, sur le territoire de chaque État partie dans la mesure compatible avec les obligations internationales à la charge de l'État concerné, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé par cet État à toute autre organisation intergouvernementale ou mission diplomatique en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes s'appliquant au courrier et aux diverses formes de communications.

2. Le Tribunal peut utiliser tous les moyens de communication appropriés et employer des codes pour ses communications officielles. Les communications et la correspondance officielles du Tribunal sont inviolables. Les États parties n'exercent sur ces communications aucune censure ni aucune autre forme d'ingérence.

3. Le Tribunal a le droit d'expédier et de recevoir de la correspondance et d'autres documents ou communications par courrier ou valises scellées, qui bénéficient des mêmes privilèges, immunités et facilités que les courriers et valises diplomatiques.

Article 8

Exonération d'impôts et de droits de douane et des
restrictions à l'importation ou à l'exportation

1. Le Tribunal, ses avoirs, revenus et autres biens, de même que ses opérations et transactions, sont exonérés de tout impôt direct. Il demeure entendu, toutefois, que le Tribunal ne demandera pas l'exonération d'impôts qui représentent, en fait, la rémunération de services d'utilité publique.

2. Le Tribunal est exonéré de tous droits de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et exempté de toutes prohibitions et restrictions

/...

d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par lui pour son usage officiel. Les articles ainsi importés ou achetés en franchise ne seront pas vendus ou autrement aliénés sur le territoire d'un État partie, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de cet État partie. Le Tribunal est en outre exempté de tout droit de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation touchant ses publications.

Article 9

Remboursement des droits et/ou taxes

Le Tribunal ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits et taxes entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers et des taxes perçues pour services fournis. Cependant, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants de biens et d'articles ou de services dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les États parties prendront les dispositions administratives appropriées en vue de l'exonérer de ces droits et taxes ou lui rembourser le montant des droits et/ou taxes acquittés.

Article 10

Régime fiscal

1. Les traitements et émoluments versés aux membres, aux membres ad hoc, au Greffier et aux autres fonctionnaires du Tribunal sont exemptés de tout impôt.

2. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les membres ou fonctionnaires du Tribunal se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

3. Les parties au présent Accord ne sont pas tenues d'exempter de l'impôt sur le revenu les pensions ou rentes versées aux anciens membres et aux anciens fonctionnaires du Tribunal.

Article 11

Levée de toutes restrictions en matière de change

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, et dans l'exercice de ses activités :

a) Le Tribunal peut détenir des fonds ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

b) Le Tribunal peut transférer librement ses fonds ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie;

c) Le Tribunal peut recevoir, détenir, négocier, transférer ou convertir les cautions et autres garanties financières et procéder à cet égard à toutes autres opérations.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus au paragraphe 1 ci-dessus, le Tribunal tiendra compte de toutes représentations de tout État partie, dans la mesure où il estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Article 12

Membres et membres ad hoc du Tribunal

1. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent des privilèges, immunités, facilités et prérogatives accordés aux chefs de mission diplomatique en vertu de la Convention de Vienne.

2. Les membres du Tribunal et les membres de leur famille à leur charge vivant à leur foyer auront toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège le Tribunal et en sortir. Au cours des déplacements liés à l'exercice de leurs fonctions, ils jouissent, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de tous les privilèges, immunités et facilités accordés par ces pays aux agents diplomatiques en pareille circonstance.

3. Si, afin de se tenir à la disposition du Tribunal, les membres du Tribunal, leurs conjoints et les membres de leur famille à leur charge et les autres personnes vivant à leur foyer résident dans tout pays autre que celui dont ils sont ressortissants ou résidents permanents, ils jouissent des privilèges, immunités et facilités pendant la période durant laquelle ils y résident. Les États concernés ne doivent pas exercer leur juridiction sur ces personnes au détriment du bon fonctionnement du Tribunal.

4. En vue d'assurer aux membres du Tribunal une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, l'immunité de juridiction pour les paroles, les écrits et tous les actes découlant de l'accomplissement de leurs fonctions continue à leur être accordée même lorsqu'ils ne sont plus membres du Tribunal ou qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions.

5. Les membres du Tribunal jouissent, pour eux-mêmes et les membres de leur famille à leur charge vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

6. Ces privilèges, immunités, facilités et prérogatives sont accordés aux membres du Tribunal non à leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès du Tribunal.

7. Le présent article reste applicable aux membres du Tribunal après l'expiration de leur mandat s'ils continuent d'exercer leurs fonctions conformément au paragraphe 3 de l'article 5 du Statut.

8. Le présent article s'applique aussi mutatis mutandis aux membres ad hoc du Tribunal.

Article 13

Fonctionnaires

1. Dans l'exercice de ses fonctions, le Greffier jouit des privilèges, immunités et facilités diplomatiques.

2. Les autres fonctionnaires du Tribunal jouissent dans les pays où ils séjournent pour les besoins de leur service, ou dans ceux qu'ils traversent pour ce même motif, des privilèges, immunités et facilités qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relèvent de la réglementation de l'État partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence du fonctionnaire concerné;

c) De l'immunité de juridiction à raison de leurs paroles, leurs écrits et des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) De l'exemption de toute obligation relative au service national;

e) De l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

f) Des mêmes privilèges et facilités de change que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement concerné;

g) Du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays concerné, et de les réexporter en franchise dans le pays de leur domicile;

h) Des mêmes facilités de rapatriement que celles qui sont accordées en période de crise internationale aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

3. Les immunités visés au présent article ne jouent pas dans le cas d'une action en réparation des dommages résultant d'un accident touchant un véhicule pour lequel la responsabilité des fonctionnaires du Tribunal pourrait être engagée. Conformément aux lois et règlements de l'État concerné, ces

fonctionnaires du Tribunal sont tenus de souscrire une assurance aux tiers pour les véhicules dont ils sont propriétaires ou qui sont utilisés pour leur compte.

4. Le Greffier détermine les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article. Il en soumet la liste au Tribunal, ainsi qu'à tous les États parties. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement à tous les États parties.

Article 14

Experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention

1. Les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour garantir leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'expert concerné;

c) De l'immunité de toute juridiction à raison de leurs paroles ou leurs écrits et des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) Inviolabilité de tous documents et papiers;

e) De l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

f) Des mêmes facilités, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

2. Ces experts jouissent des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

Article 15

Agents, conseils et avocats

1. Les agents, conseils et avocats représentant les parties à la procédure et appelés à comparaître devant le Tribunal bénéficient des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour garantir leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions et pendant le temps passé en voyage lorsqu'ils se rendent au lieu où siège le Tribunal ou en reviennent, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'agent, du conseil ou de l'avocat concerné;

c) De l'immunité de toute juridiction à raison de leurs paroles, leurs écrits et de tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions de représentants des parties devant le Tribunal, immunité qui subsiste après que les intéressés ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) De l'inviolabilité de tous documents et papiers;

e) Du droit de recevoir des papiers ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

f) De l'exemption de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers;

g) Des mêmes facilités concernant leurs effets personnels et leurs transactions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

h) Des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

2. Une fois que les parties à la procédure devant le Tribunal lui ont notifié la désignation d'un agent, conseil ou avocat, le Greffier signe un certificat attestant le statut du représentant, lequel est valable pour une période raisonnable requise par la procédure.

3. Les autorités compétentes de l'État concerné accordent les privilèges, immunités, facilités et prérogatives aux agents, conseils et avocats visés au présent article, au vu du certificat mentionné au paragraphe 2.

4. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les agents, conseils ou avocats se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

Article 16

Témoins, experts et personnes accomplissant des missions

1. Les témoins, experts et personnes qui accomplissent des missions sur l'ordre du Tribunal jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris lors des voyages effectués dans le cadre de missions, des privilèges, immunités et facilités prévus aux alinéas a) à f) du paragraphe 1 de l'article 14.

2. Les témoins, experts et personnes accomplissant des missions bénéficient de facilités de rapatriement en période de crise internationale.

Article 17

Respect des lois et règlements

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes visées aux articles 12 à 16 sont tenues de respecter les lois et règlements de l'État partie où ils séjournent pour les besoins de leur service, ou de ceux qu'ils traversent pour ce même motif. Elles sont tenues également de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État.

2. Les privilèges, immunités, facilités et prérogatives visées aux articles 13 à 16 du présent Accord sont accordés aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'elles remplissent auprès du Tribunal.

Article 18

Levée de l'immunité

1. Dans la mesure où les privilèges et immunités visées aux articles 13 à 16 sont accordées aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, l'autorité compétente a le droit et le devoir de lever l'immunité de la personne mise en cause dans toute affaire où, de l'avis de l'État partie, cette immunité empêcherait que justice soit faite et s'il estime que l'immunité peut être levée sans porter préjudice à la bonne administration de la justice.

2. À cette fin, l'autorité compétente en ce qui concerne les agents, conseils et avocats représentant les parties à la procédure devant le Tribunal est la partie concernée. En ce qui concerne le Greffier, les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention et les témoins, experts et personnes accomplissant des missions, le Tribunal est l'autorité compétente. Dans le cas des autres fonctionnaires du Tribunal, l'autorité compétente est le Greffier, agissant avec l'accord du Président du Tribunal.

Article 19

Laissez-passer et visas*

1. Le Tribunal peut délivrer des laissez-passer aux membres du Tribunal, au Greffier et aux fonctionnaires du Tribunal. Ces laissez-passer sont reconnus et acceptés comme titres valides de voyage par les autorités des États parties, compte tenu des dispositions du paragraphe 2.

2. Les demandes de visa (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des membres du Tribunal et du Greffier doivent être examinées dans le plus bref délai possible, de même que les demandes émanant de tous les autres titulaires de laissez-passer délivrés par le Tribunal et des personnes visées aux articles 14, 15 et 16 et accompagnées d'un certificat attestant que les intéressés voyagent pour le compte du Tribunal.

Article 20

Libre déplacement

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres du Tribunal ou des autres personnes visées aux articles 12 à 16, qui se rendent au siège du Tribunal ou autre lieu où le Tribunal siège, et en reviennent.

Article 21

Maintien de la sécurité et de l'ordre public

1. Lorsqu'un État partie estime nécessaire de prendre, sans préjudice de l'indépendance et du bon fonctionnement du Tribunal, des mesures pour assurer la sécurité ou le maintien de l'ordre dans le pays, conformément au droit international, cet État partie consulte le Tribunal aussi rapidement que possible afin de déterminer d'un commun accord les mesures nécessaires pour assurer la protection de celui-ci.

2. Le Tribunal coopère avec le gouvernement de l'État partie en vue d'éviter que ses activités ne portent préjudice à la sécurité ou à l'ordre public dudit État.

* Si un accord est conclu avec l'ONU pour la délivrance de laissez-passer des Nations Unies, il ne sera pas nécessaire que le Tribunal en délivre lui-même.

Article 22

Coopération avec les autorités des États parties

1. Le Tribunal collabore, en tous temps, avec les autorités compétentes des États parties en vue de faciliter l'application de la législation de ces États, et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent Accord.

Article 23

Règlement des différends

1. Le Tribunal prend des dispositions appropriées en vue du règlement :

a) Des différends résultant de contrats et autres différends de droit privé auxquels le Tribunal est partie;

b) Des différends mettant en cause toute personne visée aux articles 13 à 16 qui jouit de l'immunité en raison de sa situation officielle, sauf si cette immunité a été levée en application de l'article 18.

2. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord est porté devant un tribunal arbitral, à moins que les parties ne soient convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement. Tout différend entre le Tribunal, d'une part, et un État partie, d'autre part, qui n'est pas réglé par voie de consultation, de négociation ou par tout autre moyen convenu dans les trois mois qui suivent la demande faite à cet effet par l'une des parties au différend, est porté, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant un groupe de trois arbitres qui tranchera définitivement. L'un des arbitres est choisi par le Tribunal, un autre par l'État partie et le troisième, qui préside, par les deux autres arbitres. Si l'une ou l'autre des parties au différend n'a pas désigné un arbitre dans les deux mois qui suivent la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède à cette désignation. À défaut d'accord entre les deux premiers arbitres sur le choix du troisième dans les trois mois qui suivent leur désignation, le Président du groupe est choisi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Tribunal ou de l'État partie.

Article 24

Signature

Le présent Accord reste ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant douze mois à compter du ... 199...

Article 25

Ratification

Le présent Accord est soumis à ratification. Ses instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

Adhésion

Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur 30 jours après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque État qui ratifie l'Accord ou y adhère après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 28

Application spéciale

Lorsque, comme le prévoit son Statut, le Tribunal est saisi d'un différend, tout État autre qu'un État partie qui est partie au différend peut pour la circonstance, aux fins et pour la durée de l'espèce, devenir partie au présent Accord en déposant un instrument d'acceptation. Les instruments d'acceptation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prennent effet à la date de dépôt.

Article 29

Réserves et exceptions

Le présent Accord n'admet ni réserves ni exceptions.

Article 30

Dénonciation

1. Un État partie peut dénoncer l'Accord, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et indiquer les motifs de la dénonciation. Le fait de ne pas indiquer de motifs n'affecte

pas la validité de la dénonciation. Celle-ci prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévoise une date ultérieure.

2. La dénonciation n'affecte en rien le devoir de tout État partie de remplir toute obligation énoncée dans l'Accord à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celui-ci.

Article 31

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Accord et des amendements ou révisions qui s'y rapportent.

Article 32

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord.

OUVERT À LA SIGNATURE à New York le ... mil neuf cent quatre-vingt ... en un texte original unique en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.
